

n°12-décembre-1971

**front
brésilien
d'information**



**médor
et
son
maître**

4° P. 80 29

SOMMAIRE

Politique de la Dictature

Page

MEDOR ET SON MAITRE	1
QUI VISITE NIXON ?	5
LA DICTATURE VEND LE BRESIL AUX ENCHERES..	7
MENACE DE COUP D'ETAT ?	8
IMPERIALISME BRÉSILIEN.....	9
LE BRESIL ET L'AFRIQUE DU SUD.....	9
LA REACTION DEVORE SES ENFANTS.....	14
ASPECTS DU SYNDICALISME.....	15

Economie

L'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS	
LE BOOM ECONOMIQUE	
LA DETTE EXTERNE	10
CRISE BOURSIERE.....	13

Repression

LES LOIS SECRETES.....	16
LETRE DES PRETRES ET PASTEURS A S.E.M.	
L'AMBASSADEUR DU BRESIL EN SUISSE.....	17
CONFLIT ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT.....	18
ECOLE NATIONALE DE RENSEIGNEMENTS.....	19
LA FIN DE LA COMMISSION DES DROITS DE	
L'HOMME.....	19
MANIFESTATIONS DE SOLIDARITE AVEC LA	
LUTTE DU PEUPLE BRÉSILIEN.....	20
GREVE DE LA FAIM à "ILHA GRANDE".....	20
AUTO-DEFENSE DES INDIENS	20
CARLOS EDUARDO FLEURY A. L. N.	21

Front Brésilien
d'Information, fondé
en novembre 1969, et
organisé de façon
autonome au service
de la révolution
brésilienne.

medor et son maître

LE CHEF DU GOUVERNEMENT MILITAIRE BRÉSILIEN, GARRASTAZU MEDICI, SE RENDRA A WASHINGTON LE 7 DECEMBRE . L' INVITATION FAITE PAR NIXON A SON COLLEGE BRÉSILIEN S'INSCRIT DANS LA PERSPECTIVE POLITIQUE AMÉRICAINE VIS-A-VIS DE L'AMÉRIQUE LATINE. HENRI KISSINGER, L'HOMME QUI ELABORA CETTE POLITIQUE, L'EXPLIQUE DANS SON LIVRE " AMERICAN FOREIGN POLICY " : LES ETATS-UNIS DOIVENT ENCOURAGER L'APPARITION DE LEADERS LOCAUX QUI PUISSENT RELAYER LE LEADERSHIP AMÉRICAIN, DANS LES ZONES STRATEGIQUES COMME PAR EXEMPLE LE BRÉSIL.



L'idée n'est pas nouvelle. Déjà du temps de Truman, le Secrétaire d'Etat Dean Acheson formulait la théorie des " pays clés ", sur lesquels devaient se concentrer les efforts d'aide américaine et qui devaient assumer un pouvoir " stabilisateur " sur leur région. Actuellement, le difficile retrait du S.E. Asiatique, la chute du dollar qui dissimule sa dévaluation derrière la fluctuation du mark, la crise sociale que connaît le pays oblige les Etats-Unis à renoncer au contrôle absolu du monde " libre " et à le partager avec ses partenaires . Tout particulièrement en Amérique Latine, où l'écllosion d'un régime socialiste (au Chili) et de régimes militaires anti-impérialistes et la création du Pacte Andin (par lequel 5 pays se proposent de nationaliser les investissements étrangers d'ici 10 ou 20 ans), constituent un grave péril pour les intérêts U.S. du côté Pacifique. Sur la côte Atlantique, le petit état de l'Uruguay oscille entre

le pouvoir Tupamaro et la coalition électorale d'un Front Elargi à la chilienne, tandis qu'en Argentine au moins 5 organisations de guérilla urbaine s'emploient à faire la preuve de la fragilité du régime des généraux, qui se voit contraint à faire plus de concessions qu'il ne le prétend.

Face à cette situation, l'attitude publiquement adoptée par les Etats-Unis et fixée par le Sous Secrétaire d'Etat pour l'Amérique Latine, Charles Meyer, est celle de l'expectative (" wait and see "), dont la prudence contraste avec l'envoi récent d'expéditions punitives au Guatemala, à Cuba et à St-Domingue. Expectative parce que les Etats-Unis n'ont plus les moyens d'assumer les " 2, 3, plusieurs Vietnam " annoncés par Che Guevarra : les héros sont fatigués(et drogués ...). C'est pourquoi il est plus facile de s'en remettre au Brésil. Avec un territoire 8 fois grand comme la France, une croissance économique obtenue au prix d'une brutale exploitation des masses, le potentiel militaire le plus important d'Amérique Latine, un régime qui sert d'exemple et de soutien à la droite de tous ses voisins, et spéculé sur les rivalités des pays de langue espagnole, le Bré-

frait 10 millions de dollars et l'assistance technique. L'accord passé avec la Bolivie précisait que celle-ci devait fournir au Brésil du gaz naturel, des combustibles, de l'amiante, en plus des minerais traditionnels. Les termes du traité étaient les mêmes que ceux précédemment passés avec les Etats Unis.

Le succès à La Paz a enthousiasmé les militaires brésiliens qui tentent maintenant d'étendre le champ de leurs activités : le " Journal de Brésil " révèle que " la police brésilienne pourrait organiser, d'ici peu, des cours de spécialisation pour les gradés des autres polices latino-américaines."



2ème objectif : l'Uruguay

En attendant que ces cours commencent, la police politique brésilienne supplée personnellement aux insuffisances de ses collègues latino-américains. L'Université Nationale d'Uruguay (le Conseil de Direction, pas les étudiants) dénonce la présence de policiers brésiliens aux côtés des uruguayens lors de l'invasion du siège de l'Université le 8 octobre, alors que les étudiants fêtaient la commémoration de la mort du Che et de guérilleros Tupamaros. Trois mois avant, le colonel Maacir Pereira était nommé attaché militaire à l'ambassade du Brésil en Uruguay. A première vue, cette nomination du n° 2 du Service National d'Information semble être une simple promotion bureaucratique. Mais le SNI en raison des caractéristiques du régime, joue le rôle d'un super-ministère (avant d'être nommé président de la République, Garrastazu Medici était directeur du SNI). La nomination d'un des responsables des services de l'espionnage brésiliens à ce poste hiérarchiquement secondaire fait partie d'un projet spécial concernant l'Uruguay - il s'agit du " Plan 30 Heures ", dont nous avons longuement parlé dans le n° 11-71 du F.B.I.

Aussi significatives que ce Plan sont les craintes exprimées dans la presse brésilienne : " L'Uruguay n'est pas seulement notre ami, mais aussi notre voisin, et le Brésil ne pourrait accepter de le voir dominé par les terroristes " (" O Jornal " du 17.9.71). " La vérité est que les événements actuels en Uruguay constituent pour nous une menace et pourraient nous mettre, d'un moment à l'autre, dans une situation semblable à celle qui, en 1851, a contraint le Brésil à franchir sa frontière sud " (Editorial de " O Estado de Sao Paulo " du 24.1.71).

Des paroles à l'action

Tandis que se poursuit la construction d'un réseau routier dans la zone frontalière de l'Uruguay, le Gouvernement brésilien installe, dans la ville de Santa Maria, aux frontières de l'Uruguay et de l'Argentine, " la plus puissante garnison militaire d'Amérique du Sud " (in La revue " Vaja " du 10.10.71). Elle sera composée des forces d'infanterie et d'artillerie déjà sur place et du quatrième escadron mixte de reconnaissance et d'attaque, et constituera la première unité de ce type en Amérique Latine. La base aérienne sera équipée d'hélicoptères à turbines anti-guérilla et d'avions à réaction Regente et Xavante, fabriqués par la firme italienne Aero Macchi, et dont le rayon d'action est de 2.400 km (en plus de celle de Santa Maria, 3 autres bases du même genre entreront en service prochainement : une dans le centre - Etat de Goiás - équipée des Mirages achetés à la France, - une dans le Nord-este, et une à la frontière Nord-Ouest du pays). Pour l'Amérique Latine, cela représente un armement extraordinaire.

Les racines du militarisme

Tupamaros ou Front Elargi, tous les prétextes sont bons à la diplomatie des chars, très clairement exposée par le général Golberi Couto e Silva dans son livre qui constitue une sorte de Bible du militarisme satellite, et qui décrit l'Uruguay comme " la frontière vive " du Brésil. Ce livre, " Aspects géopolitiques du Brésil ", Golberi Couto e Silva, 1965, Bibliothèque de l'Armée - paru en 1965, soit un an après le coup d'état, réécrit la politique extérieure brésilienne et développe les théories des " frontières idéologiques " et de " l'échange loyal " avec les Etats-Unis : le Brésil se porte garant de l'Atlantique Sud pour le monde " libre et occidental ", en échange de quel on lui reconnaît un " quasi monopole " sur la région.

Pour cette politique, il faut des armes - et la dictature en a. Entre 1964 et 1967, les dépenses militaires ont augmenté de 178,9 %. En 1971 elles représentaient 16 % du budget (quelque 900 millions de dollars), et le budget pour 1972 prévoit une augmentation de ce pourcentage. En plus des dépenses officielles, il faut compter les fonds secrets qui n'entrent pas dans le budget militaire (le plus important de toute l'Amérique Latine), comme par exemple les subsides destinés à la police politique. Les tanks M-41, les avions Phantom et Neiva américains, les Mirages et Breguet Sabin français, les avions Macchi et les hélicoptères Augusta italiens, les fusils automatiques FAL belges, ne sont pas tous achetés, on commence déjà à fabriquer certaines armes dans le pays. A la fin de l'Exposition Industrielle Française à Sao Paulo, on évoquait dans la presse la possibilité que Marcel Dassault installe une usine de Mirages au Brésil.

Le Groupe Permanent de Mobilisation Industrielle, pour sa part, disposant de l'appui direct des forces armées, constitue une espèce de mini-complexe industriel militaire. En 1966, son président, l'industriel Vitorio Ferraz, de retour des Etats-Unis, annonçait que l'industrie brésilienne allait fabriquer divers types d'armes, des munitions et des véhicules de guerre pour collaborer avec les Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. En 1971, à l'exposition de l'Armée, on a pu voir les derniers modèles de blindés, chars d'assaut, véhicules de transport, canons de 40, 90, 115 mm., radars, mitraillettes anti-aériennes, " nationaux et fabriqués cette année par les plus importantes firmes brésiennes ", comme l'a précisé le journal " O Estado de Sao Paulo ".

Sans tenir compte de tout ce qu'il y a de chauvinisme ridicule et sous-développé dans la politique du gouvernement brésilien, on peut dire que le régime actuel a besoin d'une politique agressive vis-à-vis des pays d'Amérique Latine, non pas pour résoudre un problème

me " d'espace vital " comme Hitler, mais pour résoudre le problème de " l'espace social " : la croissance industrielle sans réformes sociales correspondantes

(dont la réforme agraire) pour accroître le marché interne oblige le Brésil à pratiquer une politique d'exportation agressive.

QUI VISITE NIXON ?

Le "Président" du Brésil que Nixon a reçu le 7 décembre est un défenseur inéguable de la cause des monopoles internationaux. Encore ne l'est-il pas précisément pour le seul amour de la cause. Il s'agit ici de ses intérêts personnels en tant que grand propriétaire terrien et de pourvoyeur de viande aux frigorifiques de sociétés aux capitaux multinationaux.

Cette caractéristique n'est pas extraordinaire chez les personnages qui occupent les hautes charges de la dictature, aussi que le démontrent les occupations actuelles de dizaines d'anciens ministres - (voir Front n°8 - août 71°) - Par exemple Juracy Magalhaes, ex-ministre de la justice du premier président flic-Castelo Branco, est aujourd'hui président de DELTEC et de ERICSON, sociétés du Capital Nord-Américain, qui retirent des fortunes de leurs investissements au Brésil.

Si nous nous souvenons bien, ce fut ce même Juracy Magalhaes (également ministre des affaires étrangères) qui commença la pratiques de pèlerinages à Washington en déclarant au cours d'une réception officielle "Ce qui est bon pour les EEUU est bon pour le Brésil".



Medici, quant à lui, est compromis totalement aux les pratiques de corruption de son gouvernement, aussi que le montrent les excès mêmes de Léon Peres, ~~EE~~ si exagérés qu'il a fallu le sanctionner en le privant du gouvernorat de l'Etat du Parana, comme on peut le lire dans ce numero - La même compromission de Medici était déjà démontrée avec le cas de son ami personnel de Colonel Perachi Barcelos, qui dut falsifier le budget de la province natale du "Président" après la disparition inexplicable de 20 millions de cruzeiros.... (voir Front n°8)

Médici a commencé très tôt cette manière d'enrichissement aux dépens du travailleurs brésilien. C'est ce que nous révèle le journal officiel du Brésil en date du 24 Mai 1945. Medici fut alors favorisé par les lenteurs bureaucratiques de la justice de la classe dominante. Il n'échappa à la prison que grâce aux retards de l'accusation qui lui permit de conserver sa liberté par un arrêt d'habeas corpus obtenu du Tribunal Suprême Militaire. C'était une affaire d'abus dans l'exercice de leurs fonctions, que le major Garrastazu exerçait en commun avec son ami, le lieutenant J.F. Duarte, condamné lui, pour détournements de fonds commis en 1935.

Pourtant c'est comme symbole de l'incorruptibilité que cet ancien "brillant" élève de l'Ecole Militaire du Realengo à RIO s'était présenté à la présidence au cours de réunions de l'Etat Major de l'Armée.

Aujourd'hui on n'ignore plus que les fiches du SNI (service secret, espèce de CIA locale) ont constitué l'essentiel du programme présenté par Garrastazu pour arriver à la présidence. Grâce à sa position d'ancien chef de ce Service Secret il a pu éliminer chacun de ses adversaires, avec des preuves de leur corruption, se faisant passer lui-même pour vierge de toute compromission antérieure et obtenant aussi de se faire nommer par le haut commandement des Forces armées.

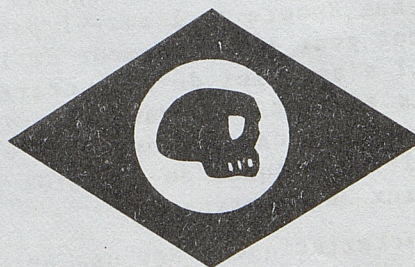
Entrepreneur et propriétaire terrien

Personne mieux que son contre-maître, Martins Russel, ne peut décrire les propriétés et les "affaires" de Mr. le "Président". Principal actionnaire de la Société Santa Rita Medici, il dispose de 800.000 lettres de bétail, entre les boeufs, les moutons et les chèvres. Toujours selon les déclarations faites par M.R. à un quotidien de RIO

le 19 octobre 1969 Garrastazu est le principal fournisseur de viande à la Société SWIFT et à d'autres entreprises frigorifiques nord-américaines.

Profitant de ses fonctions militaires Garrastazu monopolise la fourniture de la viande à la III^{ème} armée comptant pour cela sur la ferme de sa propriété "le Trésor de Santa Mercedes" qui couvre tout le district de Don Pedrito.

L'histoire de cette fazenda est bien connue des paysans de la région. Elle commence avec le grand-père de Medici Anselmo, qui la conquiert par de violentes batailles et des massacres, sur les paysans qui occupaient ces terres en 1893, il fut aidé dans cette entrepri-



se par le trop fameux colonel Carlos Teles.

Garrastazu n'en fait pas moins pour tenter d'étendre l'héritage de son aïeul, prenant pied sur de petites propriétés jusqu'à ce que ces terres arrivent à la rivière Camagua Chico. Au cours de ces grignotages de terres surgit un conflit célèbre qui opposa Medici au fameux latifundiste Zizino Ponce, sur les terres duquel "Le trésor de Santa Mercedes avait quelque peu débordé après la venue du "président" Garrastazu au pouvoir.

Government lays groundwork

INVESTORS' PAGE

Lack of capital is a main problem in all developing countries. It is especially lacking in those basic areas—the economic "infrastructure" or groundwork — where private capital, foreign or domestic, will not or cannot assume the risks and the long wait for profitability.

Yet, if the groundwork is not laid, if fuels, trans-

profitably and so build up the economy of the country as a whole.

Because the Government has already constructed much the basis and with further private enterprise flourish in Br.

Brazilian bulletin

Published by
BRAZILIAN GOVERNMENT TRADE BUREAU
 A Department of the Brazilian Consulate General in New York
 551 Fifth Avenue, New York, N. Y. 10017
 Information on Brazil can also be obtained from
 Brazilian Embassy,
 3007 Whitehaven Street, N.W., Washington, D. C. 20008

La dictature vend le Brésil aux enchères

La dictature a l'habitude de présenter sa politique sous deux aspects: l'un "nationaliste" et l'autre, sous la forme d'un régime visant à garantir les plus grands profits aux capitaux multinationaux.

Le "nationalisme" est pour la consommation interne. A New York, au contraire, la dictature s'explique mieux: "Etant donné que le gouvernement a déjà construit la plupart de l'infrastructure économique du pays et qu'il continue à développer les secteurs fondamentaux, les entreprises privées s'épanouissent au Brésil sur une échelle sans précédent dans un pays en voie de développement", dit le bulletin du consulat du Brésil à New York.

"Des douzaines de ces entreprises fondées avec des capitaux gouvernementaux sont aujourd'hui privées" déclare le même bulletin.

Vraiment ce langage est bien différent de celui des discours de Garrastazu sur la souveraineté du Brésil et sur la défense des intérêts nationaux comme, par exemple, dans le cas des eaux

territoriales, portées à 200 milles ou du café soluble.

Est ce une simple question de traduction

Il est comique que la traduction anglaise de "politique nationaliste" donne exactement le contraire: une propagande montrant comment la dictature brade les réalisations économiques de la nation qui avaient été imposées par des pressions populaires. Ainsi en est-il de la PETROBRAS (compagnie pour l'industrie et l'exploitation pétrolière nationalisée par le gouvernement après une forte pression populaire dans la deuxième période Vargas).

"Même PETROBRAS", déclare le bulletin gouvernemental "a permis au capital privé l'achat d'actions et a ouvert sans restriction la pétrochimie aux investissements étrangers. Les investisseurs privés étrangers ont construit leurs propres usines pétrochimiques créant ainsi une industrie nouvelle sur les bases du travail de pionnier accompli par la PETROBRAS.

"Le Miracle Brésilien"

Et cependant la dictature continue à se présenter aux brésiliens comme étant avant tout préoccupée par le développement réel du Brésil, Sa diplomatie confirme internationalement les analyses faites par l'opposition, c'est à dire le rôle que joue le gouvernement dans la défense des intérêts étrangers.

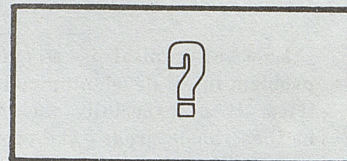
Le Bulletin explique le développement économique actuel en ces termes: "Ce que cherche le gouvernement est de permettre, une fois que les bases ont été posées l'épanouissement des entreprises privées de façon rentable".

La "page de l'investisseur" continue dans le même ton offrant au capital étranger la certitude d'obtenir des profits rapides: "les "bussinesmen" privés ne peuvent pas se risquer à attendre les longs délais de rentabilisation que certains investissements exigent". Ce qui se prouve ainsi: "Par exemple après le démarrage de l'industrie brésilienne de l'automobile, la Compagnie National de l'Acier a vendu une participation de 40% de la SIMCA à CHRYSLER. 82% des parts du gouvernement dans "Fabrica Nacional de Motores" ont été vendues à Alfa-Romeo. Les 32% de l'aciérie USIMINAS ont été vendus aux investisseurs japonais".

Voilà le vrai visage du "miracle brésilien", qui, au même temps qu'il offre des profits immédiats et sûrs aux investissements étrangers laisse en marge de ce "développement" la plupart de la population. "Développement" qui exige peu de main d'oeuvre étant donnée la haute technologie importée.

Il est heureux d'entendre de la bouche du gouvernement lui-même, à travers sa diplomatie, la réponse aux quelques journalistes européens mal-informés comme l'auteur de l'article paru le 30 Novembre dans la presse parisienne qui déclare avec enthousiasme: "que la France peut espérer un Développement à la Brésilienne".

MENACE DE COUP D'ETAT



Il est bien connu que les concurrents des dictateurs profitent des voyages du "président", pour, en son absence prendre le pouvoir. Pour éviter toute menace de coup d'état le Général Garrastazu a remanié son "ministère", destituant son ministre de l'armée de l'air, Général Marcio Souza Melo, ainsi que le chef d'état major de celui du service de renseignements, du même corps d'armée.

En prenant ces précautions le général-Président à voulu éviter un coup d'état que couvait, d'après des sources bien informées, entre officiers d'état-major de la marine et de l'aviation et que visait notamment l'armée de terre, corps auquel appartient Mr. Medici.

On croit savoir que le coup d'état devait être déclenché au moment de la passation des pouvoirs à l'admiral Rademaker par le Général Garrastazu, avant son départ pour les USA.

Un tortionnaire limogé

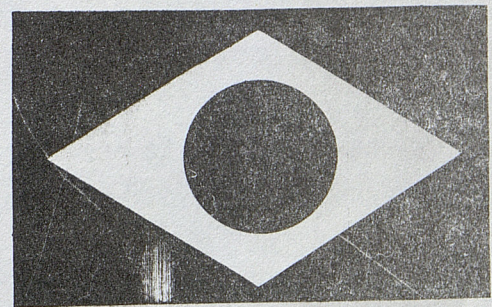
Le plus connu des tortionnaires de l'armée de l'air, le général Joao Paulo Moreira Bournier, responsable des assassinats commis à la base aérienne du Galeao, à Rio de Janeiro (mort du député Rubens Paiva, mort de Stuart Angel, trainé derrière la jeep du général) a été limogé. S'étant refusé à passer le commandement de la 1ère Zone aérienne, Bournier reçu une peine de prison. Le général Carlos Afonso Delamora, chef du service secret de l'armée de l'air, un autre tortionnaire bien connu a été également limogé.

IMPERIALISME BRÉSILIEN

Murilo Mello Filho, l'un des journalistes les plus corrompus et les plus serviles du régime pose, avec un grand point d'interrogation, le problème de l'impérialisme brésilien qu'il justifie en ces termes : " ... toute nation qui veut se développer se doit d'être égoïste, de défendre ses produits, de préserver sa souveraineté, d'envahir les marchés, de vendre aux meilleurs prix possibles, de défier et de vaincre ses concurrents. Les pays qui se renforcent dans cette lutte éliminent petit à petit leurs concurrents. Sur le plan économique, nous avons avec toute l'Amérique Latine un système de relations tout à fait satisfaisant. Par la proximité même de nos partenaires, nous disposons du blé argentin, du pétrole vénézuélien, de la laine et de la viande de l'Uruguay, du poisson péruvien, du cuivre chilien, et de l'étain bolivien... Nous sommes disposés à aider ces pays comme nous avons aidé la Bolivie, le Guatemala et Panama, et nous le ferons sur une échelle de plus en plus grande, dépassant le stade de l'aide financière pour atteindre celui de la technologie. Mais il faut que ces pays fassent preuve de bonne volonté. Nous savons que leurs gouvernements et leurs peuples sont généreux et bien intentionnés, que leurs caractères et leurs traditions n'ont rien à voir avec la violence et la folie des Tupamaros (en Uruguay), des Montoneros (en Argentine), du MIR (au Chili), du FLN (en Colombie, en Bolivie et au Vénézuéla) ..., que l'un de ces gouvernements vienne à être renversé par la subversion et ce sera la porte ouverte

au chaos et à la banqueroute. C'est pour parer à ce genre d'éventualités que nous devons rester vigilants, plus encore, que nous devons être forts, dans tous les sens du terme ".

(Cette déclaration historique a été publiée dans la revue " Manchete " du 23.10.71.)



LE BRÉSIL ET L'AFRIQUE DU SUD

L'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé, le 5 novembre, une résolution concernant la libération de tous les opposants à la ségrégation emprisonnés en Afrique du Sud. Le vote, ... a recueilli 98 voix contre 1 et 2 abstentions, celle du Brésil et du Malawi. Loin d'être surprenante, cette attitude du Brésil vient corroborer un certain nombre de faits de même nature qui tendent à donner au régime militaire un caractère ségrégationniste fascisant.

. l'augmentation des exportations

. le boom économique

. la dette externe

DANS LE PRECEDENT NUMERO DU FRONT BRESILIEN D'INFORMATION, NOUS AVONS EXPOSE LES ARGUMENTS DU MINISTRE DE L'ECONOMIE EN CE QUI CONCERNE LE ROLE POSITIF DU CAPITAL ETRANGER DANS L'ECONOMIE BRESILIENNE. CE GENRE D'ARGUMENTATION NE PRESENTE RIEN DE BIEN NOUVEAU. NOUS SAVONS DEPUIS LONGTEMPS QUE LES MILITAIRES AU POUVOIR ONT FAIT UN CHOIX : TRANSFORMER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE LE BRESIL EN UN SATELLITE OBEISSANT DE LA METROPOLE U.S.A. , CE QUI EXIGE EN CONTREPARTIE POUR LE BRESIL D' ACCOMPLIR DEUX TACHES : ACCENTUER LA REPRESSION SUR SON PROPRE TERRITOIRE, ET DEVENIR LE GENDARME DU CONTINENT LATINO-AMERICAIN, CE QUI FACILITERA GRANDEMENT LA TACHE DES IMPERIALISTES, QUI N'AURONT PLUS BESOIN D'INTERVENIR, A L'AVENIR, AUSSI DIRECTEMENT (LA SALE GUERRE DU VITENAM LEUR A SERVI DE LEÇON).



Un autre aspect important des déclarations du Ministre mérite quelques commentaires : il s'agit de l'augmentation des exportations, nouveau cheval de bataille du gouvernement. Après la croissance économique des années 60 par la substitution des importations, on nous présente un nouveau remède miracle : la croissance à la japonaise, grâce aux exportations. Qu'en est-il exactement ? Que penser de ce remède miracle ?

Rappelons les déclarations du Ministre : " Pour garantir une bonne répartition du capital étranger dans l'économie nationale et son entrée constante, le gouvernement fait tous les efforts nécessaires pour augmenter les exportations (16 à 17 % cette année), ce qui rend possible la croissance économique sans déséquilibre de la balance des

paiements ". " Le capital étranger participe maintenant d'une façon différente à la croissance du pays. De 1956 à 60, l'économie nationale a dû compter sur 22 % de ressources externes pour assurer sa naissance ; de 1964 à 68, la participation extérieure ne fut que de 7 %. Les administrations antérieures au gouvernement révolutionnaire ont endetté le Brésil vis-à-vis de l'extérieur en pratiquant une politique dangereuse, car elles ne s'appuyaient pas sur un développement parallèle des exportations, ce qui n'est pas le cas actuellement ".

Augmentation des exportations et balance des paiements -

En ce qui concerne l'Amérique Latine le document annuel de la CEPAL (Estudio Economico de America Latina, 1969) n'hésite pas à dire que les perspecti-

ves des exportations latino-américaines sont franchement défavorables. La CEPAL considère comme vraisemblable un rythme de croissance des exportations de 3,7 % pour la prochaine décennie. Dans ce cas en faisant des hypothèses réalistes de croissance pour l'Amérique Latine de 6% par an avec une augmentation des importations de 5,3 %, le déficit de la balance de paiements pour 15 pays d'Amérique Latine (non cités) sera de 3.000 millions de dollars en 1975, et de 6.600 millions en 1980. On peut apprécier l'ampleur du problème si l'on sait que le solde négatif de la balance de paiements le plus élevé de ces dernières années a été de 2.000 millions de dollars.

Le Brésil serait-il le seul pays pour lequel l'analyse de la CEPAL n'est pas valable ? Pour le moment peut-être, étant donné que le Brésil est un des pays sous-développés qui a le plus la faveur des U.S.A. et des banques internationales, ce qui lui permet même, grâce aux nombreux prêts dont il a fait l'objet, d'augmenter ses réserves en or et en devises. De plus, pour l'instant, les exportations brésiliennes augmentent à un rythme plus important que celui prévu par la CEPAL.

Cela dit, le gouvernement actuel ne fait guère mieux qu'auparavant, tout au moins jusqu'en 1968, comme l'indiquent les chiffres suivants (document CEPAL, page 81) :

	Exportations 10 ⁶ US\$	Service du capital étranger(1) 10 ⁶ US\$	%
1958-62	1443,8	623,8	43,2
1965	1798,0	1189,0	66,1
1966	1937,0	954,0	49,2
1967	1915,0	950,0	49,6
1968	2140,0	924,0	43,2

(1) On entend par service du capital étranger la somme des intérêts et amortissements des emprunts et projets rapatriés.

Les exportations ont augmenté, mais aussi les services. Pour les années 1960-70, les exportations ont beaucoup augmenté, probablement 2400 millions de dollars en 1969 et 2800 en 1970, mais les services aussi, de l'ordre de 1000 millions de dollars en 1970. Ce qui fait dire à l'éditorialiste du journal " O Estado de Sao Paulo " : " sans aucun doute notre boom économique actuel entraîne une augmentation des importations surtout dans le secteur des biens d'équipement (20 % en 1969 et en 1970). Ces achats peuvent certainement être financés par des prêts à long terme. Cependant, nous devons faire attention à ce que l'augmentation de la dette externe ne devienne pas insupportable " (6.8.71).

Et c'est là que se situe le problème principal qui n'est pas nouveau pour le Brésil, et une augmentation des exportations ne résoudra pas le problème. Le Ministre se garde bien de dire quelle a été la participation étrangère dans les investissements après 1968, il donne un chiffre global de 1964 à 1968 (7 %), ce qui correspond justement à la première période du régime qui n'avait pas encore toute la confiance des investisseurs étrangers. Depuis 1968, la situation s'est renversée et le gouvernement prépare l'endettement futur (les prêts à moyen et long terme sont passés de 265 millions de dollars en 1965 à 780 en 1969, et étaient de l'ordre de 1000 en 1970). De plus, il faut ajouter que les investissements n'ont pas encore augmenté au même rythme que le développement économique qui se ferait surtout par le passage à la pleine utilisation des capacités existantes qui étaient partiellement sous-utilisées. La First National City Bank dit ceci (cité par la revue " Visao " de février 1971) : " La croissance économique brésilienne atteint un point critique, la croissance industrielle a été obtenue en grande partie par la pleine utilisation des capacités installées. Maintenant des goulets d'étranglement apparaissent dans la sidérurgie et dans d'autres secteurs importants, par consé-

quent une grande partie des investissements devra être utilisée pour augmenter la production dans ces secteurs"

Il faudra donc encore plus de capitaux étrangers, ce qui augmentera encore la dette externe dans l'avenir. On comprend que le Ministre prenne toutes les mesures nécessaires pour augmenter les exportations.

Les exportations et le boom économique

On parle de " croissance à la japonaise ". Voici ce que l'on peut dire à propos du modèle japonais (Gene Gregory, Analyse et Prévision, tome 12, 1971) : " s'il est aussi très généralement admis que la croissance du Japon provient de ses exportations, il est indéniable que la performance qui a consisté à élever les exportations de 16 % par an en moyenne au cours des années 60 est un exploit extraordinaire. En réalité, le succès des firmes japonaises sur le marché extérieur est fonction de la demande intérieure élevée et, contrairement à la croyance courante en occident, peu d'entrepreneurs se lanceront dans la production d'une série de produits pour lesquels il n'y aurait pas de marché intérieur disponible ". Bien que les exportations aient cru en volume, elles ont décliné proportionnellement au PNB, laissant l'expansion intérieure constituer la principale composante du taux de croissance. Cela n'a pas l'air d'être le cas pour le Brésil. Lors de la première convention nationale de l'Industrie, les industriels préviennent le gouvernement que l'exportation des produits manufacturés provient de l'insuffisance du marché interne ; il est donc fondamental que des mesures soient prises pour qu'une plus grande partie de la population puisse avoir accès aux produits industriels. Cela paraît difficile lorsque l'on sait que le pouvoir d'achat de la plus grande partie de la population a diminué depuis 1964 (voir précédents numéros du FBI).

Ceci concerne les produits industriels ; il en est de même pour les produits agricoles. Tous les produits agricoles à l'exportation ont augmenté : à titre d'exemple, pour 1969 par rapport à 1968, nous avons pour le coton + 5,6%, le cacao + 41,6 %, le café + 21,4 %, et 4 % pour la viande de boeuf congelée et en bête. Mais les principales productions en baisse en 1969 ont été celles de produits de consommation populaire comme le riz, les haricots et pommes de terre. Ce fait est d'autant plus préoccupant que pour le riz et les haricots 1968 marquait déjà une régression par rapport à 1967 (Sudameris, décembre 70). La conséquence est la hausse croissante des prix de l'alimentation (14,1 % en 1967, 17,7 % en 1968, 31,1 % en 1969), qui est alarmante dans la mesure où elle touche en premier lieu les classes les plus défavorisées de la population.

Notons encore quelques contradictions dans cette politique acharnée d'exportation :

- les voitures de tourisme (dont les exportations ont commencé en 1969/70) connaissent une croissance extrêmement soutenue, mais ceci au détriment des autres types de véhicules, tracteurs, camions, qui sont des biens de production (camions et autobus : - 3,1 % en 1969, tracteurs : - 2,5 % en 1969). De plus, cette croissance est certainement en partie à l'origine du " déficit de production de l'industrie sidérurgique qui entraîne d'importants achats d'acier à l'étranger ".

- " Les grandes unités sidérurgiques nationales : Companhia Siderurgica Nacional, Usiminas et Cosipa, ne disposent pas des réserves de minerai de fer nécessaires pour faire face à leur programme d'augmentation de la production d'acier " (cité par " O Estado de São Paulo " du 5.8.71).

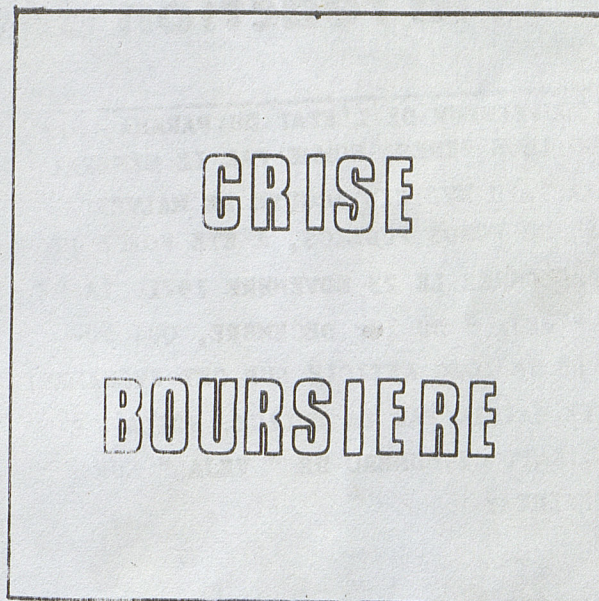
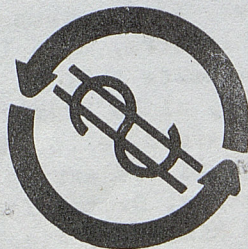
La politique d'exportation de produits industriels ne fait qu'augmenter les inégalités entre les régions au lieu de les atténuer. Pour le premier semestre 71, la croissance de la ré-

gion de Sao Paulo serait de 17 %, alors que pour le Brésil elle serait de 10 %. Quand on sait le poids de Sao Paulo dans l'économie brésilienne, on constate qu'il ne reste pas grand chose pour le reste du pays.

Enfin, pour favoriser les exportations, le gouvernement accorde maintenant des crédits fournisseurs aux pays qui veulent importer des équipements brésiliens. Et pendant ce temps, les industriels signalent au gouvernement que la plus grande lacune actuelle est le manque de financement à long terme en monnaie locale (financement nécessaire, particulièrement pour les industries locales fabriquant des biens d'équipement). En somme, un prêt en devises est chose plus facile qu'un prêt en cruzeiros.

En conclusion, nous pouvons dire ceci :

- les finances extérieures du Brésil ne sont pas aussi solides que veut le dire le pouvoir actuel ;
- l'augmentation des exportations en particulier de produits manufacturés, qui est en soi une nécessité pour tout pays en voie de développement, n'est pas pour le Brésil la " solution miracle ". Cette politique est principalement un pis-aller pour pallier au manque de marché interne. Elle augmente les inégalités sociales et régionales et favorise la concentration des revenus qui déjà est très forte.



Le " Miracle économique ", principal argument publicitaire de la dictature qui est censé se refléter dans les mouvements de la bourse des Valeurs de Rio de Janeiro et de Sao Paulo, vient de subir un grave démenti : la crise boursière aiguë qui a éclaté le 14.10.71. Les titres de diverses compagnies, dont la Brahma, la Belge-Minière et l'Antarctica qui sont parmi les plus cotées, ont subi une chute vertigineuse provoquant l'affolement parmi les agents de change. La panique a été telle que le Ministère des Finances a donné l'ordre de mettre fin aux enchères et de ne rien divulguer à la presse. Selon le point de vue d'un économiste : " Le fait en lui-même n'a pas d'importance sur le plan économique. Il ne fait que mettre la vérité en évidence. Comment une action de la Chase Manhattan Bank peut-elle valoir 30 fois moins qu'une action de la banque Brésilienne d'Escompte ? Le fait est grave dans la mesure où il dément les arguments dont se sert la dictature pour assurer son prestige. A partir du moment où le peuple commence à douter des messages diffusés par le pouvoir et découvrir la vérité, s'en est fait de la dictature. Le fait économique en lui-même peut n'avoir qu'une importance secondaire, ses implications politiques n'en sont pas moins indubitables ".

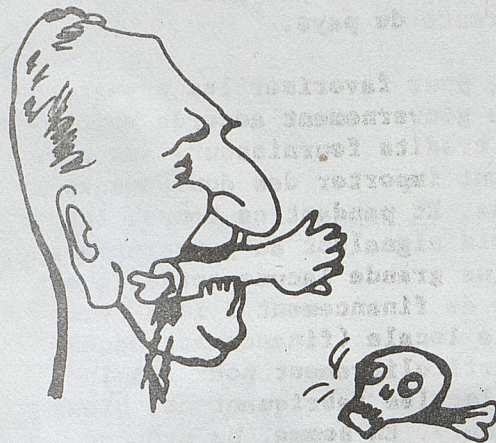
. la réaction dévore ses enfants

LE GOUVERNEUR DE L'ETAT DU PARANA, HAROLDO LEON PERES, NOMME PAR LE GENERAL GARRASTAZU MEDICI, ACCUSE DE MALVERSATIONS DE FONDS PUBLICS, A ETE FORCE DE DEMISSIONNER LE 23 NOVEMBRE 1971. LA REVUE " VEJA " DU 1er DECEMBRE, QUI PUBLIAIT UN LONG ARTICLE SUR CET EVENEMENT, A ETE SAISIE PAR LA POLICE. VOILA CE QUE DISAIT CE NUMERO DE " VEJA " SUR L'AFFAIRE :

Le Gouverneur de l'Etat du Parana, Haroldo Leon Peres, nommé par le Général Garrastazu Medici, accusé de malversations de fonds publics, a été forcé de démissionner le 23 novembre 1971. La revue "Veja" du 1er décembre, qui publiait un long article sur cet événement, a été saisi par la police. Voilà ce que disait ce numéro de "Veja" sur l'affaire :

" Le 4 novembre, Leon Peres a été appelé au téléphone par le ministre de la justice, Alfredo Buzaid, qui lui demandait de le rencontrer à São Paulo. Malin, il s'est aperçu qu'il y avait dans l'air quelque chose en plus des avions de ligne. Il a essayé d'en savoir plus long. Buzaid a préféré ne définir que le caractère de la conversation : " C'est personnel ", dit-il.

" Arrivé chez le Ministre, rue Jupiter, dans le quartier de l'Acclamation, après de brefs échanges de courtoisies, le Ministre a mis les points sur les " i " : Peres avait été désigné gouverneur du Parana parce qu'il méritait la confiance du Président de la République. Cette confiance, il ne l'avait plus, et il devait renoncer à son poste.



" - Mais, Monsieur le Ministre, je ne sais pas de quoi il s'agit ! Démissionner, à quel propos ? J'ai confiance dans le Président de la République, et il a confiance en moi. J'en suis sûr. Je voudrais savoir pourquoi je dois démissionner ?

" La réponse du Ministre : pour des raisons qui font partie d'une enquête qui est menée contre vous pour corruption.

Peres a demandé à examiner le dossier.

" Je n'ai pas l'autorisation de vous le montrer, a informé le Ministre.

Peres insistait pour connaître les pièces de l'enquête et pour rencontrer le Président de la République. Il a finalement obtenu du Ministre une demande d'autorisation à se faire communiquer son dossier. Le 7 novembre, coup de téléphone au Ministre, mais la réponse est décourageante : il ne peut voir ni le dossier, ni le Président, et doit démissionner avant le 16. Multipliant les démarches, il est arrivé à avoir une prorogation. Deux fois encore il a rencontré le Ministre. Finalement, le 17, à Brasilia, il apprit de sa bou-

che quelques unes des accusations portées contre lui :

- il s'était fait remettre à l'étranger, par Cecilio Rego Almeida - le plus grand entrepreneur de travaux publics de l'Etat, un million de dollars contre le versement des 12 millions de dollars que l'Etat lui devait pour la construction du chemin de fer central du Parana.
- le Gouverneur aurait reçu 170.000 cruzeiros pour refaire sa maison de la rue Garcia Velho, dans le quartier Juvovê
- le Gouverneur et Joao Ribeiro junior, ex-secrétaire des finances du gouvernement Lupion (1956-60) auraient reçu des terres de l'Etat dans la commune de Matelandia, près des chutes de l'Iguassu.

Leon Peres demanda un délai. Désespérément, il essaya encore d'être reçu par le Président de la République. Mais, l'après-midi où il rencontra de nouveau le Ministre Buzaid, il apprit que personne ne se disposait à le recevoir, de même qu'il lui était impossible de faire disparaître les traces de la conversation au cours de laquelle il avait demandé un million de dollars, puisqu'elle avait été enregistrée, filmée et photographiée par le Service National d'Informations.

La bataille était finie. Cet après-midi là Leon Peres a connu la hauteur du pouvoir, puisqu'il en est tombé vertigineusement. Arrivé par l'entrée privée, il est descendu par les escaliers publics. Arrivé dans une rapide limousine spéciale, il a dû patienter et attendre un vieux taxi. Il tenta encore de demander un congé pour raisons de santé. Comme il n'était pas malade, un ami lui présenta l'ultimatum : démissionner, ou perdre ses droits politiques. Quelques heures plus tard, le vice-gouverneur, l'ingénieur Pedro Viriato Parigot, prenait possession du gouvernement.

ASPECTS DU SYNDICALISME .

Lettre publiée par un quotidien brésilien :

" Je viens, par la présente, porter à votre connaissance et à celle des autorités et du public les faits suivants :

" En tant que membre à part entière du Syndicat des Marins de la Marine Marchande, je déclare publiquement que nos actuels dirigeants, de même que les précédents, ne se comportent pas en véritables héritiers de la révolution de 1964. En effet, ils n'ont de révolutionnaire que le nom, qu'ils veulent bien se donner juste le temps de piller les coffres du syndicat. Ensuite, ils ne font plus rien et accusent les autorités de ne pas leur donner les moyens de faire quelque chose. Ils tiennent des propos de véritables traîtres lorsqu'ils disent : " si vous bronchez, on appelle la police" C'est ridicule, ils se servent du nom du gouvernement pour voler et mentir.

" Mais que les autorités sachent bien que, depuis 1964, nos dirigeants font main basse sur la caisse du syndicat (...) En plus, ils ont augmenté les cotisations dans des proportions scandaleuses, et maintenant les cotisations de notre syndicat sont les plus chères du monde. Cr\$ 30,00 par mois, multiplié par 15.000 adhérents, c'est encore trop peu pour ces pirates. Mais le pire, ce sont les dettes faites par la direction du syndicat à l'Institut National de Prévoyance Sociale (Sécurité Sociale). Comme l'INPS ne peut pas perdre d'argent, il se paye en s'appropriant le patrimoine de notre syndicat, auquel nous devons la perte du bâtiment de Macau, dans l'Etat du Rio Grande do Norte, et celui de Belém, et celui de la Place de l'Harmonie à Rio de Janeiro. Ce dernier a été payé par les fondateurs avec un emprunt fait à l'époque auprès des membres du syndicat qui ont dû, parfois, sacrifier leur argent de poche au nom de leur idéalisme, et qui voient maintenant le bâtiment hypo-

théqué par cette clique d'irresponsables qui ne font rien et dilapident le patrimoine de la classe au préjudice des Marins pour ne pas dire du Gouvernement. En effet, ce bâtiment qui doit valoir environ 1 million de cruzeiros, ils l'hypothèquent pour 208.000 cruzeiros,

et sans l'autorisation de la classe.

" En plus de ces voleries, ils s'arrangent pour gagner à toutes les élections organisées par le syndicat en trafiquant le vote pour que les autres adhérents n'aient aucune chance d'être élus." Rio, 15. 10. 71.

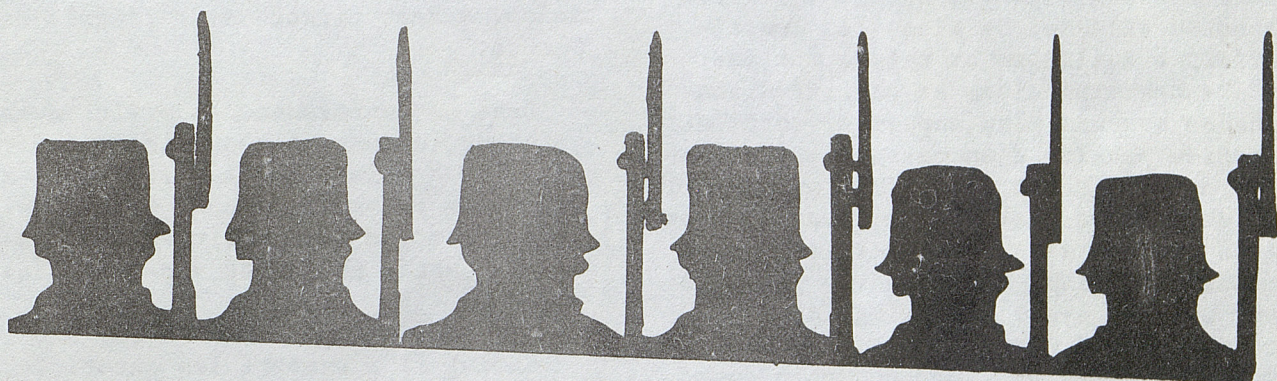
les lois secrètes .



Le 16 novembre, le maréchal Garrastazu Medici a publié un décret, qui prit le numéro 69.534, " autorisant le Président de la République du Brésil à éditer des lois secrètes dans le domaine de la sécurité nationale." Ces lois seront signalées par le Journal Officiel simplement par leur numéro et une petite note explicative ", " rédigée de façon à ne point rompre le secret." Un département de l'administration, qui n'a pas encore été déterminé, est chargé de garder un livre de registre des décrets secrets qui ne pourra être consulté que par les ministres et les hauts fonctionnaires.

La première loi secrète a été promulguée le 16 novembre même. Le Journal Officiel ne porte que la mention : " Décret sur la réorganisation des Forces armées de Terre."

Cette législation à huis-clos est sans précédent dans le monde moderne. Elle n'a de parallèle que la législation secrète des Doges de Venise au Moyen Age. Le fait qu'elle ne porte que sur la sécurité nationale n'est que peu rassurant, puisqu'on sait que les définitions de " sécurité nationale " des militaires brésiliens est très large et enveloppe toutes les activités du pays.



repression

LETTRE DES PRETRES ET PASTEURS A
S.E.M. L'AMBASSADEUR DU BRÉSIL EN
SUISSE

Un groupe de prêtres et de pasteurs a envoyé à l'Ambassadeur du Brésil en Suisse une lettre de protestation contre la répression, qui ne se limite plus aux formes brutales de la torture, mais conduit de plus en plus à l'extermination des militants ou simples suspects emprisonnés. Parallèlement, les prêtres et pasteurs ont envoyé aux journaux suisses la note que nous publions ici :

" Monsieur le Rédacteur,

" Nous joignons à la lettre que nous aimerions voir publier dans votre journal quelques informations précisant la portée et la signification que les signataires donnent à cette démarche.

" POURQUOI CETTE LETTRE ?

" Depuis qu'on nous a rendu notre ambassadeur, il semble que le silence soit retombé sur la grave situation politique et économique du Brésil. Ce silence coïncide avec les efforts du gouvernement brésilien auprès des gouvernements " amis " afin de faire taire la campagne suscitée autour du problème de la torture. Cette situation est dange-

reuse à plusieurs titres :

- elle favorise un gouvernement anti-démocratique et anti-social
- elle tranquillise nos gouvernements et permet à nos industries et banques de poursuivre leurs intérêts
- elle laisse " tomber " tous ceux qui au Brésil luttent pour le peuple et la justice
- elle décourage tous les militants qui ont dû fuir leur pays.

" C'est pour rompre cette complicité silencieuse et marquer à nouveau notre solidarité avec le peuple brésilien que s'élèvent, partout en Europe, des voix pour dénoncer l'attitude du pouvoir brésilien et la complicité camouflée de nos pays.

" POURQUOI LE BRÉSIL ?

" Les événements qui se déroulent au Chili, au Pérou, en Bolivie, montrent toute l'importance et le rôle clef que peut jouer le Brésil dans l'évolution politique et économique en Amérique Latine. Cela n'est d'ailleurs pas sans lien avec la construction de nouveaux rapports entre les pays du monde entier. D'autre-part, le Brésil est un cas typique de la lutte contre l'impérialisme économique international dont le "cœur" est aux Etats-Unis.

" POURQUOI DES PRETRES ET DES PASTEURS ?

" Parce que nous avons été saisis par une urgence grave face à laquelle il ne s'agit pas de perdre du temps en ques-

tiens théologiques qui seraient l'alibi de notre silence. De plus, les constitutions brésilienne et suisse ont des références explicites au christianisme: nous ne pouvons plus supporter cette utilisation abusive d'un message qui se veut tout de justice et de libération. L'Eglise, de par son institution, conserve des liens très étroits soit avec le gouvernement brésilien, soit avec le gouvernement suisse. Ayant dans l'Eglise une responsabilité particulière, les prêtres et pasteurs veulent, par cet acte dont ils mesurent la limite, marquer leur attention particulière et leur attachement à tous ceux qui sont souvent victimes de la violence institutionnalisée. Les signataires s'engagent à poursuivre leur prise de conscience et leur engagement en solidarité avec les hommes qui luttent pour un monde nouveau. C'est dans cette " action " qu'ils trouveront une réponse aux problèmes théologiques nouveaux posés par la dimension " politique " de l'Evangile et, par conséquent, du Ministère.

" Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement qui pourrait vous être utile.

Les prêtres et pasteurs.

Pour adresse :
ZURN Jean-Pierre,
rue de la Prulay 2
1217 MEYRIN.
PAGGY Claude,
rue Ste-Clotilde 14 bis
1200 GENEVE.

CONFLIT ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT

Dom Avelar Brandao, Archevêque de Bahia et Primat du Brésil, a prononcé à l'Ecole Supérieure de Guerre une conférence dont le contenu critique a provoqué un sérieux malentendu avec le gouvernement. L'une des premières conséquences de la tension a été la

destitution, par Garrastazu Medici, du commandant directeur de l'Ecole de Guerre.

Dans sa conférence, le prélat avançait que le gouvernement risquait de créer un " climat de tension " avec sa constante préoccupation de sûreté nationale, et qu'il devrait être plus compréhensif, notamment vis-à-vis des jeunes.

Enfin, il a exhorté les autorités à faire la différence entre la subversion et les justes revendications du peuple.

La publication de ce discours a choqué les autorités. L'Ecole Supérieure de Guerre a refusé aux journalistes le détail du texte de l'Archevêque et laissé entrevoir que c'était Dom Avelar qui l'avait fait publier.

Cette attitude a provoqué une réaction de la part de la Conférence Nationale des Evêques Brésiliens. Dom Aloisio Lorscheider a déclaré que l'attitude de l'Ecole Supérieure de Guerre était le signal de " nouveaux malentendus " entre l'Eglise et l'Etat.

En fait, il semble que le gouvernement ne se soit servi de toute cette histoire que comme prétexte pour destituer le général Rodrigo Otavio Jordao qui serait responsable d'un certain nombre de fautes graves.

Il est clair que les opinions de l'Archevêque ne peuvent pas être reprochées au général, qui s'est contenté de les laisser s'exprimer. On peut expliquer autrement cette " démission " du général Rodrigo Otavio Jordao Ramos; avec l'appui d'un groupe d'officiers de l'Ecole Supérieure de Guerre, il s'opposa à la politique économique du gouvernement actuel du Brésil, qui favorise les riches et les classes moyennes, au détriment des intérêts des classes laborieuses. Ce groupe a récemment envoyé à Garrastazu Medici une série de documents, sur la " normalisation " du système politique. Ces textes ont provoqué quelque irritation au sein du gouvernement.

école nationale de renseignements

Brasilia ; fin du réseau routier sud ; à moins de 100 m. de l'Académie Nationale de Police, s'élèvent les bâtiments de la future Ecole de Renseignements, qui doit fonctionner à partir de 1972. Considérée par la dictature comme un objectif prioritaire, elle faisait déjà partie des projets de Castelo Branco en 1964. Le but de cette institution est de former des cadres spécialisés dans l'espionnage, le contre-espionnage, et les techniques les plus modernes de torture, mais aussi de fournir des " instruments " aux autres nations latino-américaines qui, depuis longtemps, ont des accords secrets avec le Brésil pour l'échange de prisonniers politiques et de renseignements concernant les mouvements révolutionnaires. La formation de ces spécialistes sera confiée à des maîtres américains assistés de militaires brésiliens, de l'Armée de Terre, de l'Air et de la Marine, qui, depuis 1964, maltraitent, torturent et assassinent les prisonniers politiques dans leurs casernes. Les militaires et les civils qui sortiront de cette école bénéficieront de promotions et se verront confier dans l'Administration des postes de haute responsabilité.

La fin de la Commission des Droits de l'homme

Et oui, le Brésil avait une Commission des Droits de l'Homme. Instituée en 1963 par une loi votée par le Congrès, elle prévoyait une vingtaine de réunions par an, sous la présidence du Ministre de la Justice, d'un groupe dans lequel étaient représentés l'opposition

légale et l'Ordre des Avocats. Depuis la fin novembre, même ce petit coup de chapeau tiré à l'opinion publique internationale n'a plus cours. Le vice-leader du gouvernement au Sénat, M. Rui Santos, habile politicien dont les initiatives ne manquent jamais de porter " l'imprimatur " du pouvoir, a présenté un projet portant des altérations fondamentales à cette Commission. D'abord, le nombre des réunions est réduit à six par an, et les travaux sont tenus secrets. Cela empêchera la publication par la presse des cas examinés, un des derniers instruments possibles pour l'opposition permettant de dénoncer les tortures et les assassinats, et barrera l'accès de la Commission aux avocats et parents des victimes. Ensuite, le nombre des participants est élargi, pour éviter que le gouvernement soit mis en minorité éventuelle sur un cas ou un autre. Cette disposition est incluse parce que le Ministre de la Justice a récemment perdu un vote proposant de renvoyer aux archives l'enquête sur le meurtre de l'ex-député Rubens Paiva.

La réforme de la Commission des Droits de l'Homme est une des très rares lois d'initiative parlementaire approuvées en 1971 par le Congrès brésilien, d'habitude simple tampon des initiatives de l'Exécutif. Le Sénat approuva en un temps record. A la Chambre, l'obstruction intentée par l'opposition a été vite balayée. Les mises en garde présentées par l'Ordre des Avocats du Brésil n'ont pas été examinées. Tout a été approuvé en régime d'urgence. Une des dernières fenêtres que l'opinion publique pouvait avoir sur le système de torture qui gouverne le Brésil a été définitivement fermée.



Meeting de Solidarité avec la lutte du Peuple Brésilien.

Paris- 13 décembre - FRONT

Le Comité de Solidarité France-Brésil a organisé à la Faculté de Sciences de Jussieu un meeting de solidarité avec la lutte de peuple brésilien contre la dictature.

Pendant ce meeting auquel participèrent quelques centaines d'étudiants, un représentant du comité a pris la parole pour montrer l'importance des relations économiques, politiques et policières entre la France et le Brésil - Il cita en exemple le cas d'Apolonio de Carvalho, ancien de la Résistance Française lieutenant-colonel des F.F.I., auquel le ministère de l'interieur a interdit d'entrée en France, à cause de sa participation à la résistance dans son pays.

Ensuite prit la parole un professeur de sociologie sur la signification du "miracle économique brésilien" et ses conséquences.

Après la projection d'un film documentaire sur la torture au Brésil, l'ancien président de l'UNEB, union Nationales des Etudiants Brésiliens, Jean Marc Van der Weid prononça un dernier exposé sur la repression du mouvement révolutionnaire brésilien.

Une avocate dénonce la torture dans une conférence du C.E.R.N.

Genève - 19 Novembre - Front

Mme Annina Alcantara de Carvalho, avocate brésilienne, connue comme défenseur de centaines de prisonnières politiques torturés au Brésil, a fait un exposé sur la situation des droits de l'homme au Brésil, dans le cadre du C E R N , Centre de Recherches nucléaires, de Genève .

L'avocate avait été invitée par M. Daniel Mayer, président de la ligue française des Droits de l'Homme, qui organisait une conférence sur les droits de l'homme dans le monde

Grève à "Ilha Grande"

Les prisonniers politiques détenus à la prison de l'Ilha Grande, à 150 km de Rio dans l'entrée de la baie de Angra de Reis, ont suspendu, après 18 jours, la grève de la faim qu'ils menaient contre les conditions de vie imposées par le commandant de la prison, le Major Austral Magalhaes des Santos. Le commandant a été remplacé.

Selon le document distribué par les prisonniers, non seulement la nourriture manquait, mais la moindre réclamation était punie par l'isolement dans un cubicule noir, où il n'y avait ni eau ni installations sanitaires. Les visites étaient limitées à 1 h.30 tous les 21 jours, devant des soldats armés de mitraillettes. Les parents des prisonniers étaient fouillés d'une façon vexatoire, les femmes étant obligées de se mettre nues devant les gardes.

Le nouveau commandant, le Colonel Carneiro de Mendonça, a pris son poste le 4 décembre.

AUTO-DEFENSE DES INDIENS

Les indiens Cintas-Largas ont attaqué fin novembre, un établissement de la Fondation Nationale des Indiens dans le territoire de Rondonia, près de la rivière Roosevelt, tuant le responsable, le journaliste Possidônio Barros, dont le corps, percé de deux flèches, a été trouvé le 2 décembre. Selon le chef de la Fondation, le Général Bandeira de Melo, l'attaque a été motivée par l'invasion des terres des indigènes par des entreprises de colonisation autorisées par le

gouvernement et bénéficiant des fonds de la SUDAM.

Il est à craindre que l'action des Cintas-Largas ne soit le départ d'une campagne d'extermination menée par des colons blancs voulant s'appropriier leurs terres.

CARLOS EDUARDO
FLEURY
A. L. N.

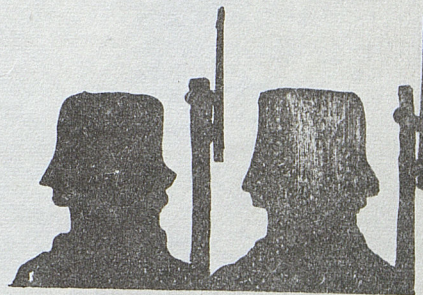
Rio de Janeiro(Front) 10 décembre - le jeune révolutionnaire Carlos Eduardo Fleury, membre de la direction nationale de l'ALN(Ação de libertação Nacional) est mort au combat aujourd'hui 10 décembre dans le faubourg de Meier à Rio.

L'activité politique de Carlos Eduardo a commencé à l'Université catholique Pontificale de Saint Paul. Il devient rapidement l'un des dirigeants étudiants les plus connus de la ville. Avocat diplômé de cette université il fut élu à la direction de l'Union des Etudiants de l'Etat de Saint Paul, Organisation mise hors la loi par la dictature.

Un des dirigeants de l'ALN à Saint Paul, Carlos Eduardo a mis part en 1968 à des dizaines d'actions révolutionnaires telles que la prise de la Radio Nationale pendant laquelle un discours de Carlos Marighela fut retransmis. Fait prisonnier le lendemain de la mort de Marighela (5 novembre 1969) Carlos Eduardo fut torturé dans le siège de la police politique de Saint Paul et au quartier Général de la Police Militaire de II Armée. 6 mois après sa capture Fleury fut

échangé contre l'ambassadeur Allemand Von Hohenben sequestré par la VPR (Vanguarda Popular Revolucionaria) au mois de juin de 1970 le camarade parvient à Alger accompagné des 39 autres prisonniers libérés.

Rentrés clandestinement au Brésil, Fleury est mort au combat. Il était convaincu qu'une dictature qui choisit les armes pour s'imposer et pour survivre ne peut être défaite que par la force des armes. C'est pourquoi il s'est intégré successivement au mouvement étudiant et ouvrier, à la clandestinité puis à l'action directe. Il a connu la prison la torture et l'exil. Carlos Eduardo Fleury vient de tomber dans un moment difficile de la longue guerre que le peuple brésilien doit livrer pour sa libération.



La dictature militaire brésilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle mène une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cet effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourront être versées au nom de Mlle DUPONT CCP 2128539 ,PARIS

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION .